

Boris Vallaud

**Un esprit
de résistance**

Flammarion



Un esprit de résistance

Boris Vallaud

Un esprit de résistance

Flammarion

© Flammarion, 2021.
ISBN : 978-2-0802-5422-1

INTRODUCTION

Il y a...

Il y a nos sociétés démocratiques attaquées de toutes parts au point que certains même louchent vers des « solutions » autoritaires, réputées plus rapides et plus efficaces.

Il y a les risques politiques et militaires quand s'effondre un ordre mondial vermoulu depuis longtemps, où le terrorisme met nos valeurs au défi et où des États, dirigés par des hommes sans foi ni loi, sapent les fragiles équilibres internationaux issus de complexes tractations et de subtils compromis.

Il y a la planète à bout de souffle parce que surexploitée, le climat malmené par une humanité inconsciente et des entreprises au cynisme assumé dont la recherche du profit à tout prix est l'unique moteur.

Il y a le dévoiement des sciences et des techniques mises au service d'intérêts particuliers et de pratiques douteuses.

Il y a des sociétés peu soucieuses du bien-être des citoyens où l'inégalité la plus criante impose sa loi. Celles où l'État, loin d'assurer la protection que l'on attend de lui, tolère, quand il ne l'organise pas, l'injustice, voire la violence.

Il y a la pauvreté qui humilie, avilie et tue, les vies invivables, et la richesse arrogante qui confère à ses détenteurs des pouvoirs indus.

Il y a celles et ceux, individus, entreprises, États, groupes divers, qui s'affranchissent sans vergogne de l'éthique et de la morale, des lois internationales et nationales, pour abuser de leur pouvoir, dominer, exploiter, asservir.

Il y a la mise en cause des valeurs qui nous fondent et d'une des caractéristiques les plus essentielles de ce qu'est notre pays : la laïcité. Malmenée, réinterprétée soit par ses ennemis de toujours, soit par certains qui veulent la mettre à bas tout en se servant de quelques-uns de ses principes.

Il y a la maladie dont la pandémie actuelle n'est qu'un des aspects les plus criants, les moins contrôlés et les plus révélateurs de nos manques et de nos errances.

Le temps n'est plus aux moratoires, aux lâches reculades, aux faux-semblants, à la pseudo-démocratie directe et aux prétextes tactiques. Ce

temps, c'est celui de l'action ensemble, résolue et déterminée. Il faut reprendre la main.

*
* *

Depuis toujours, j'ai été, par choix, au service de l'État et de mes concitoyens, comme haut-fonctionnaire de terrain hier et comme élu d'un département rural, les Landes, aujourd'hui. Un choix réfléchi, en dépit des doutes et de la lassitude qui parfois me saisissent durant les longues nuits de travaux parlementaires à l'issue connue d'avance, en dépit de la vacuité de nombreux débats où ni la pondération ni la complexité n'ont droit de cité, dans lesquels il faut prendre parti sans nuance et sans délai, malgré l'inertie de nos institutions, la pesanteur des conservatismes et la permanence des égoïsmes de toutes sortes...

Un choix continûment réitéré, revivifié dans la proximité avec celles et ceux pour lesquels j'ai choisi de m'engager et qui donnent sens à mes combats, dans la fidélité humble à tant de femmes et d'hommes qui ont fait l'histoire et constituent mon Panthéon. Dans le souffle inextinguible du socialisme qui fait battre le cœur et, aussi, dans

une forme de culte un peu romantique de la République et de l'État.

Cet État, je l'ai vu reculer et se déliter sous mes yeux, privé au fil des ans de beaucoup de ses prérogatives et de ses moyens. Il aura fallu attendre le retour de la gauche pour recréer, dans la police, l'armée ou l'Éducation nationale, les postes qui avaient été détruits aveuglément. Jeune sous-préfet, je tempêtais déjà de ne pouvoir assumer convenablement des missions que j'estimais essentielles, de ne pouvoir compter que sur de trop rares valeureux attachés de préfecture et de voir l'ingénierie de l'État se réduire peu à peu, pour n'être plus que l'ombre de ce qu'elle fut. Résonnait alors à mes oreilles la formule acide de Poincaré : « Un préfet, c'est un drapeau et une cuisinière. » En même temps que reculait le bien commun et le service de l'intérêt général, prospérait l'idée qu'il fallait faire « mieux » avec « moins », que la meilleure intervention était la non-intervention, que les équilibres économiques seraient « naturels » et qu'une « main invisible » rétablirait la situation en cas de besoin. Pourtant déjà, à chaque crise, c'était vers l'État que l'on se tournait et de lui que l'on espérait le salut. J'ai le souvenir encore net des grandes inondations qui ont frappé le Gard en 2005, de villages isolés, de maisons sous

l'eau, de trains supprimés, de collégiens bloqués et de naufragés de la route. Je me souviens de la cellule de crise activée pendant des jours et des nuits sans sommeil, dans les sous-sols de la préfecture de Nîmes, des pompiers, des policiers et des gendarmes à pied d'œuvre au péril de leurs vies, des militaires de la sécurité civile, du SAMU et des agents des routes faisant bloc, tous tendus vers le sauvetage de nos concitoyens dans une mécanique impeccable. Le souvenir net et fier de cet État qui protège.

La pandémie aura eu au moins un effet positif, faire apparaître sous une lumière crue à quel point nos sociétés contemporaines sont démunies lorsque les événements se précipitent. Combien elles sont vulnérables, prises de court, et incapables de faire véritablement front, lorsqu'elles inversent l'échelle des valeurs et des priorités et lorsqu'elles désarment les structures, autant que les hommes et les femmes qui devraient être un rempart contre des risques que nul ne peut esquiver.

Devant tant d'impréparation, tant d'incapacité à réagir juste et fort, tant de difficultés à anticiper, et regardant en face les défis immenses qui se présentent à nous, on pourrait se désespérer. Pour ma part, je m'y refuse obstinément, d'abord parce que je connais toutes les ressources dont les Français

sont capables face à l'adversité ; toute l'inventivité, le refus du lâcher-prise et la mobilisation qu'ils savent mettre en œuvre lorsqu'il s'agit de l'essentiel. Ensuite, parce que la tentation du laisser-faire ou du repli n'est pas une facilité, c'est un mensonge que l'on se fait à soi-même. L'histoire de notre pays n'est pas celle d'un peuple bêtement contestataire par amour du désaccord, comme certains se plaisent à le dire en une représentation ethnologique au petit pied, c'est celle d'une nation pour laquelle l'esprit de résistance a toujours été l'arme ultime. Parce que, lorsqu'ils ne sont pas désarmés, les Français sont capables de se surpasser, de renverser des montagnes, il suffit qu'on les écoute et qu'on leur donne les moyens de faire front. Dans cette crise gigantesque de la Covid, ils ont encore montré le meilleur d'eux-mêmes : des soignants portant à bout de bras un hôpital surchargé et fragile, des caissières, des éboueurs, des ouvriers de l'agro-alimentaire sortant dans la lumière, pour faire tenir debout un pays qui les avait laissés jusqu'alors dans l'ombre, des enseignants transformant chaque jour leur métier pour ne pas laisser glisser une jeunesse qui se noie... La France est la patrie du courage heureux. Un vieux pays, qui s'est sans cesse réinventé, où de l'adversité naissent les plus belles réalisations, les plus grandes, et aussi les plus durables.

Il n'y a pas de progrès qui ne soit collectif ni d'objectif qui ne soit atteint sans la contribution de tous. L'exercice solitaire du pouvoir a toujours conduit à l'échec. C'est le moment d'agir, et d'agir ensemble. Lorsque l'on dispose d'une certaine expérience et d'un certain savoir, que l'on consacre le plus clair de son temps à l'action politique dans ce qu'elle a d'authentiquement désintéressée, il n'est, en effet, pas question de demeurer sans réaction face à la menace. Encore moins de se contenter des vieux outils et des recettes d'antan. C'est ce que je veux faire ici : remettre l'ouvrage sur le métier, analyser, réfléchir, douter aussi, et proposer. Il faut s'interroger sans cesse sur les valeurs qui gouvernent notre engagement, pour les affermir, pour déterminer les objectifs et passer à l'action avec celles et ceux qui ne se résignent pas à voir reculer les libertés, abîmer notre environnement, croître les inégalités, et le désordre du monde devenir la norme.

Peut-être est-ce cela qu'on appelle « être de gauche » ? Ne pas désespérer des hommes et des femmes, croire encore et toujours en un progrès possible, un progrès partagé et construit en commun, créant des solidarités d'ambition et de vie. Être de gauche, c'est être du côté du mouvement, espérer toujours de l'avenir, et faire front

contre les tentations conservatrices. Être de gauche, c'est refuser la soumission à ce qui est présenté comme un ordre naturel ou une fatalité, c'est être du côté de ceux qui subissent l'Histoire, mais pour tenter de la dominer et la rendre plus juste.

Être de gauche, c'est, précisément, aspirer à la justice. La justice comme idéal et comme méthode face au péril climatique, la justice comme rempart au capitalisme financier et à la supposée modernité néolibérale, la justice comme chemin vers de nouvelles conquêtes sociales, la justice comme acte de résistance à toutes les dominations et toutes les discriminations, raciales, sexuelles, religieuses, économiques, la justice comme voie de règlement des tensions internationales. Être de gauche, c'est une question de principes, et les principes ne se divisent pas. Beaucoup dans ce monde a été détruit, c'est le temps de la reconstruction.

*
* *

Il n'est sans doute jamais aisé d'être le contemporain de son époque, a fortiori au cœur d'une crise. Mais comment envisager le monde d'après, écrasé par le poids du quotidien de la crise elle-même,